



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Ressources - Rapport d'activité 2022 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP) ou de classement d'un réseau de chaleur ou de froid, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce. La CCSPL, prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par la représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désignée par arrêté, Madame Michelle CASSAR, 14ème Vice-Présidente, déléguée au développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole.

Par délibérations n°M2020-237 en date du 15 septembre 2020, n°M2021-505 en date du 28 septembre 2021, n°M2021-579 en date du 23 novembre 2021, n°M2022-526 en date du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
 - o Jean-François AUDRIN ;
 - o Patricia WEBER ;
 - o Brigitte DEVOISSELLE ;
 - o Florence AUBY, en remplacement de Max LEVITA ayant démissionné ;
 - o Régine ILLAIRE ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
 - o Jacques MARTINIER ;
 - o Julien MIRO ;
 - o Joël RAYMOND, en remplacement de Florence AUBY devenue membre titulaire de la CCSPL ;
 - o Catherine RIBOT ;
 - o Mathilde BORNE ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) ;
 - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
 - o Mosson Coulée Verte ;
 - o FNE LR (France Nature Environnement Languedoc-Roussillon) ;
 - o Vélocité Grand Montpellier.

Les services publics et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL sur l'année 2022, au titre de l'année 2021, sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont le parking du Corum en subdélégation ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parc de stationnement "Antigone" ;
- Parc de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Plages de Villeneuve-lès-Maguelone (2 contrats)
- Service public de l'eau potable (Régie des Eaux) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;
- RPQS collecte et traitement des déchets.

Par délibération n°M2020-162 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

En 2022, la CCSPL s'est réunie les 17 mai 2022, 18 juillet 2022, 27 septembre 2022, 13 octobre 2022, 8 novembre 2022 et 17 novembre 2022, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 17/05/2022 :

- RPQS Collecte et traitement des déchets ménagers au titre de l'année 2021.

La CCSPL a également été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion de la Patinoire Végapolis. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

Séance du 18/07/2022 :

Lors de cette séance, la CCSPL a émis un avis sur le choix du futur mode de gestion du parc multi-glisse Gérard-Bruyère à Baillargues, qui a fait l'objet d'une relance de procédure de la délégation de service public. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

Séance du 27/09/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest ;
- RPQS Assainissement au titre de l'année 2021 ;
- RPQS Eau potable et eau brute au titre de l'année 2021 ;
- Bilan d'activité de la Régie des Eaux au titre de l'année 2021 ;

Séance du 13/10/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Patinoire Végapolis ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation AMETYST ;

Séance du 08/11/2022

- RAD 2021 relatif à la DSP Planet Ocean ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Distribution de Gaz (24 contrats) ;

Séance du 17/11/2022 :

- RAD 2021 relatif à la DSP Services publics de transports urbains ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Plages (2 contrats) ;
- RAD 2021 relatif à la DSP Marché d'Intérêt National.

Concernant l'examen des Rapports annuels des délégataires de l'espace maritime des plages au titre de l'année 2021, les membres de la commission ont souhaité que le contrôle soit resserré plus étroitement pour aboutir à une conformité des rapports sur la gestion du service public

Lors de cette séance, la CCSPL a également émis un avis sur le choix de mode de gestion de la distribution du gaz. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la Commission a rendu un avis favorable sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des rapports annuels des délégataires comme des RPQS relatifs à l'exercice 2021.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui est présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN et composée d'élus du Conseil de Métropole, pour l'examen des comptes 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20230601-230812-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.